

5  
UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

----- 11, rue du Cairo PARIS 2ème -----

U . N . E . F  
I N F O R M A T I O N S

---

COMPTE-RENDU DU COLLECTIF NATIONAL DES  
DIMANCHE 26 ET LUNDI 27 SEPTEMBRE 1971

Nouvelle série :

2ème année N° 05

Le 30 Septembre 1971

Directeur : G. KONOPNICKI

Rédaction : R. FAJNZYLBERG

J.J. AUBLANC

----- Imprimerie spéciale de l' U.N.E.F. -----

12

/ E D I T O R I A L /

Le Collectif National de rentrée s'est réuni los  
Dimanche 26 et Lundi 27 Septembre 1971 à Paris.

Le quorum des villes était atteint, et étaient  
représentées les AGE et CA suivants :

----- AIX - ANGERS - AMIENS - BORDEAUX - CHAMBERY -  
DIJON - GRENOBLE - LILLE - LIMOGES - LYON -  
MARSEILLE - METZ - NANCY - NANTES - ROUEN -  
REIMS - STRASBOURG - TOURS -

----- PARIS LETTRES - HISTOIRE - PSYCHO - PHILO -  
ALLEMAND - ORIEN . A.N. -

PARIS SCIENCES - VILLETANEUSE - SAINT-DENIS -  
VINCENNES - BEAUX-ARTS - PAN - SCEAUX -  
CLIGNANCOURT - DENTAIRE - CHU PARISIENS -  
CEST - ONDEEPS -

Ci-joint, le rapport présenté par Olivier MAYER  
et les décisions du CN et du BN du 2 Octobre 1971.

-----



## RAPPORT PRESENTE AU COLLECTIF NATIONAL

---

1 - Avant de commencer le rapport, je voudrais redonner l'importance que le Bureau National accorde à cette réunion.

D'abord, parce qu'elle est la première de l'année universitaire, et que son but est de fixer l'orientation et le plan de travail de l'UNEF, en cette rentrée.

Ensuite, parce que cette rentrée n'est pas une rentrée de routine. Jamais, nous n'en n'avons eu auparavant de semblable. C'est la première rentrée que nous organisons en tant qu'UNEF. C'est la première rentrée syndicale, avec tout ce que cela comporte de possibilité et d'espoir, mais aussi par sa nouveauté, de difficultés et de responsabilités. C'est dire que de ce Collectif National, des interventions et de son travail, dépend pour une large part, la capacité de l'UNEF tout entière à assumer le rôle qu'elle se fixe, de défendre les droits et aspirations des étudiants.

Nous voulons bien sûr examiner la situation des étudiants en cette rentrée, et fixer les objectifs ainsi que le plan de travail que cette situation impose. Mais auparavant, il nous semble nécessaire d'analyser où nous en sommes du point de vue de l'UNEF et du mouvement étudiant en cette rentrée et après son 59ème Congrès.

## 2 - LES QUESTIONS DE L'UNEF APRES SON 59ème CONGRES -

Il nous faut revenir à certaines analyses que nous pouvions faire après le Congrès du Renouveau.

D'abord, ce qui a rendu possible le Renouveau de l'UNEF, n'est pas comme on a bien voulu le faire croire, la victoire d'une tendance du mouvement étudiant sur une autre, d'un courant de pensées sur un autre, car ce serait la comprendre de manière anecdotique cette victoire du renouveau. Ce serait passer sous silence deux changements essentiels du mouvement étudiant.

° Le premier, c'est que face à la dégradation constante de la situation sociale des étudiants, les préoccupations de l'avenir et des conditions de vie et d'études sont devenues leurs préoccupations premières. Et donc, contre ceux qui ont toujours dénigré la lutte pour le beefsteack, les luttes revendicatives sont venues au premier plan des luttes étudiantes.

° Le deuxième, c'est que par les expériences qu'ils ont connues, leur maturité, les étudiants se sont révélés capables d'organiser et de mener eux-mêmes leur lutte, sans guides, ni bons apôtres, mais avec une volonté toujours plus grande de s'organiser.

Il nous faut tirer toute l'expérience de cet événement. Parce que si cette évolution est irréversible, il ne dépend que de nous de l'accélérer et d'éviter des accidents qui la retarderaient. Ensuite, il faut éviter toute autosatisfaction, toute confusion, pour voir ce que le renouveau de l'UNEF a réellement changé.

Car en rénovant l'UNEF, nous n'avons pas rénové le mouvement étudiant. Le Congrès fût d'une part le constat de l'évolution des étudiants, d'autre part, un tremplin pour cet évolution. Il a redonné vie au syndicat des étudiants, arme irremplaçable pour la défense de leurs droits. Le Congrès a levé des obstacles aux développement des luttes des étudiants et de leur organisation.

° Ainsi, nous pouvons mieux voir ce qu'est aujourd'hui l'UNEF. Sa puissance, son audience, sa capacité à mener les luttes, ont très largement progressés. Elle est sans aucun doute la plus grande organisation des étudiants, par le nombre de ses adhérents et par son audience. Mais elle n'est pas encore, loin de là, l'organisation de tous les étudiants. Il n'est pour s'en convaincre que de voir d'une part la relative faiblesse de nos effectifs, de notre implantation, et l'audience que conservent encore les ennemis du syndicat étudiant, notamment les organisations corporatistes locales ( bien qu'elles aient comme les gauchistes, pris de sérieux coups ).

Et ce que nous pouvons donc dire, c'est que presque partout, nous avons fait le plein des étudiants qui sont d'accord sur l'ensemble ou presque de nos positions, les plus combatifs et les plus responsables. L'UNEF n'est pour le moment pas encore suffisamment l'organisation syndicale de tous les étudiants. Pour devenir cela, nous devons franchir un pallier. C'est maintenant que la question se pose, c'est en cela que consiste la reconstruction de l'UNEF.

### 3 - LA RECONSTRUCTION DE L'UNEF -

Or, quand cette question se pose, quand on discute de l'élargissement de l'UNEF, on rencontre un premier problème : celui de la capacité de l'UNEF à élargir son champ d'intervention et d'activité. Et très souvent, à cette juste question, les camarades éprouvent quelques difficultés à répondre. En effet, ce n'est pas seulement intervenir dans toutes les questions qui préoccupent les étudiants dans leur vie.

Cet aspect est important. Développer les activités corporatives et culturelles de l'UNEF sont en effet essentielles au développement de l'UNEF, et il faut y apporter une attention toute particulière. Mais ce n'est pas la seule question. Bien plus, la question essentielle, c'est la capacité de l'UNEF d'élargir son intervention à toutes les revendications. Tant il est vrai, et nous le verrons plus tard, que les étudiants ont avant tout besoin de voir satisfaire leurs revendications. Qu'est-ce que cela veut dire dans la pratique.

La première chose, c'est la manière de déterminer les priorités dans les revendications: Or, de ce point de vue, nous avons encore de graves défauts. Certaines revendications sont considérées par nos camarades comme indignes de figurer dans les préoccupations de l'UNEF. Cela ne s'explique que d'une manière. Nous avons une analyse de la politique du pouvoir, de ses plans, et c'est en fonction de cela que nous déterminons les revendications. Or, cette démarche, c'est de notre part marcher sur la tête. Elle nous conduit à l'étroitesse. Nous n'avons aucun droit à fixer des priorités, si ce n'est à partir des préoccupations des étudiants. Ce sont eux qui fixent les priorités, ce n'est pas notre plate-forme de Congrès.

Bien sûr, les préoccupations des étudiants sont déterminées par la politique du pouvoir. Mais pour parler clair, ce n'est pas parce qu'une UER risque de passer sous le contrôle du privé que nous ne nous battons pas dans cette même UER pour obtenir un assistant supplémentaire ou des ampoules électriques plus puissantes dans les salles de TD.

La deuxième chose, c'est la nécessité d'être partout où sont les étudiants. Cela pose la question de l'implantation de masse des comités, dans les amphis, de la possibilité d'initiative que nous donnons à nos camarades et donc de l'éducation et de la démocratie syndicale. Ce ne sont pas des problèmes mineurs. Des centaines de revendications peuvent ainsi être satisfaites par l'UNEF et les étudiants. C'est en développant ce travail que des milliers d'étudiants auront besoin de l'UNEF, d'être à l'UNEF.

Mais, nous l'avons vu, pour cela, il y a un obstacle essentiel : l'étroitesse de nombreux camarades de l'organisation. C'est dire qu'il nous faut mener dans et hors de l'organisation, une bataille d'idées sans précédent sur notre conception de l'UNEF : comme une organisation de lutte, de masse et démocratique. Il nous faut revenir sans cesse sur cette conception. Ce n'est pas pour notre plaisir que nous affirmons ces trois caractères. Cela doit devenir notre règle absolue, cela doit passer dans la vie. Que tout étudiant puisse être un adhérent de l'UNEF, n'est pas une formule creuse de propagande. Qu'un adhérent de l'UNEF n'ait aucun devoir envers l'organisation syndicale, si ce n'est celui de ne pas la liquider, doit passer dans les faits. Que chaque adhérent ait dans l'organisation les mêmes droits, c'est une nécessité pour l'efficacité de notre action, et donc, à nous de donner plus de possibilités aux adhérents de participer pleinement à l'activité de l'UNEF. Réaliser cet objectif nécessite bien sûr une bataille d'idées importante.

Nous demandons trop à un étudiant pour qu'il adhère. Nous ne faisons pas suffisamment confiance aux étudiants. Nous avons encore trop tendance à laisser nos adhérents en dehors de l'activité syndicale, de la détermination de notre orientation. Bref, nous avons de l'UNEF une conception encore trop étroite. Cette bataille contre l'étroitesse est un des axes essentiels de notre bataille pour la reconstruction de l'UNEF qui est à l'ordre du jour de cette rentrée. Examinons quelques formes que doit prendre cette bataille.

L'axe déterminant doit être le renforcement de notre organisation. C'est-à-dire qu'il nous faut reposer le problème de l'adhésion. C'est là la tâche essentielle de notre organisation : Retrouver nos camarades de l'an dernier et faire des milliers d'adhésions nouvelles. Il faut que cela corresponde à un besoin pour les étudiants que d'être à l'UNEF. Et pour cela, faire vivre l'UNEF à partir des préoccupations des étudiants, être le plus près d'eux, c'est-à-dire faire revivre le plus tôt possible nos CA et groupes de base. Enfin, et parce que c'est de cela qu'ont avant tout besoin les étudiants, il s'agit de déclencher, partout et tout de suite, les luttes revendicatives. Et ce, dans l'esprit que nous avons donné tout à l'heure : déterminées à partir exclusivement des besoins des étudiants, menées démocratiquement avec le souci d'aboutir. Le déclenchement de ces luttes est nécessaire immédiatement. Il ne doit souffrir aucun retard. La situation des étudiants, en cette rentrée, en fonde l'urgence.



S I T U A T I O N   \_ \_   U N I V E R S I T A I R E

Si nous voyons ce qu'est la situation à la rentrée, nous constatons la nécessité des luttes revendicatives urgentes. En partant de deux grandes préoccupations des étudiants, on cite rentrée : Les conditions de vie, les conditions d'études et l'avenir des étudiants.

1° - Les conditions de vie -

Les questions des conditions de vie des étudiants se posent avec de plus en plus d'acuité. Ceux-ci ressentent gravement les atteintes au pouvoir d'achat de l'ensemble des catégories de la population occasionnées par le train de hausses qui accompagne la rentrée. En effet, l'aggravation des charges de la majorité des familles ( fiscalité, pouvoir d'achat ) est telle, qu'elles ne peuvent prendre en charge la totalité ou une partie du budget de l'étudiant qui en est issu.

A quoi s'ajoutent les hausses subies par l'étudiant : Restau'U + 10 centimes - MNEF + 10 F - Cité % + transports, loyers en ville, hausse des services publics, hausse générale du coût de la vie.

Ainsi, la situation des étudiants s'aggrave encore et la hausse uniformisée des bourses est engloutie par les seules hausses des services universitaires, l'aide directe aux étudiants sert à payer le déficit de l'aide indirecte.

En même temps, on fait grand bruit du déséquilibre des Oeuvres universitaires. Ce déséquilibre est réel, il est provoqué par le pouvoir qui perçoit la TVA et les autres taxes sur les achats des Restaurants et cités universitaires, refuse la budgétisation des salaires et des charges du personnel des Oeuvres, d'aligner le chiffre de subventions sur la progression des besoins.

En même temps, une question est posée au travers du déficit : celle de la rentabilité des services.

Pour notre part, nous considérons l'Education Nationale comme un service public indispensable à l'essor économique, et chacun sait que l'Education Nationale ne peut se passer de ses services sociaux. Ceux-ci, sont les conquêtes des étudiants, ils permettent de palier aux difficultés matérielles. Cela doit être une responsabilité de l'Etat et non une entreprise rentable. En effet, ce que l'on appelle rentabilisation des oeuvres, ne diminuerait pas les charges actuelles de l'Etat mais augmenterait celles des étudiants et servirait à enrichir des entreprises privées comme la Société Borcl.

C'est donc la fonction sociale des Oeuvres Universitaires, le rôle de l'Université qui est mis en cause par les positions gouvernementales vis-à-vis du CNO.

Les difficultés des Oeuvres ne sont pas les seuls facteurs de la dégradation des conditions de vie des étudiants, c'est l'ensemble de la politique anti-sociale du Pouvoir qui aggrave les difficultés des familles de la majorité des étudiants, et aggrave donc la ségrégation sociale dans l'Université.

Une telle situation montre combien est périmé le système actuel des bourses :

- par les critères d'attribution qui ne concernent qu'1/6 des étudiants alors que 50% sont en permanences salariées et 80% salariées à un moment de leurs études -
- par le taux qui correspond annuellement à environ 800 h de SMIC annuel soit 74,7 h par mois, et ce, pendant 9 mois, alors que le budget minimum d'un étudiant correspond à 220 h de SMIC par mois, non compris tout des congés qui sont aussi une nécessité.

Cela prouve qu'il faut modifier le système d'aide aux étudiants. Le pouvoir et le patronat en sont conscients, mais les systèmes qu'ils proposent, soit invitent à la déqualification des diplômes, soit sont une source de profit bancaire. Ainsi deux systèmes se font jour :

- Les pré-contrats qui lient l'étudiant à une entreprise, laquelle se procure ainsi une main d'oeuvre qualifiée au moindre coût, et les prêts des banques remboursables avec bien évidemment un taux d'intérêt.

Dans les deux systèmes, la formation est une marchandise, alors qu'elle est en fait un besoin national.

C'est pourquoi l'UNEF remet actuellement à jour le projet d'allocation d'étude que la commission vio de l'étudiant a accepté sous la pression des luttes. Ce projet sera remis aux groupes parlementaires et au Ministre et nous exigerons un débat sur cette question, à l'occasion de la discussion du projet de l'Education Nationale.

## 2° - Les conditions d'étude et l'avenir des étudiants -

Nous pouvons d'ores et déjà affirmer qu'aucune des grandes questions posées aux étudiants au cours de l'année universitaire écoulée ne sera résolue.

Plutôt, certains des caractères les plus nocifs de la politique universitaire du Pouvoir seront renforcés notamment par les dernières mesures Guichard.

La politique du Pouvoir est marquée par la lutte du patronat pour adapter l'Université à ses besoins les plus immédiats.

La politique de son pouvoir lie les mesures de rentabilisation qui se traduisent par la volonté de limiter les investissements jugés non directement rentables, on même temps la rentabilisation signifie faire passer au privé les filières de formation rentables.

La politique du Pouvoir se traduit par l'adaptation : adaptation aux besoins des monopoles, et par une tentative de planification capitaliste à long terme.

Ce sont ces 2 termes, contenus dans l'analyse du VIème Plan économique et social, qui constituent la pierre de touchas des tentatives du Pouvoir depuis plus de 4 ans, aujourd'hui.

C'est le contenu des mesures Guichard qui ne constituent en rien une révolution mais qui confirment l'analyse que nous faisons de la loi Faure. Le Pouvoir, aujourd'hui, tente de développer les aspects réactionnaires de sa politique.

Comment analyser la loi -

- a) - Libre choix entre contrôle continu, examen terminal, ou un amalgame du contrôle continu et de l'examen terminal.

Cet article est bien entendu un recul sur les positions antérieures du Ministère, contre lesquelles nous avons mené des batailles très importantes tout au long de l'année.

Pour autant, les positions qui sont proposées et qui ont été votées ne sont pas nos positions : choix obligatoire entre contrôle continu ou contrôle des connaissances (cf. notre projet de loi).

Cependant, il existe une position de repli à partir du texte légal sur les conseils d'UER et d'Université.

Dans les conditions actuelles, le point adopté peut être considéré comme positif.

- b) - Possibilités de sélection en médecine, pour l'analyse de ce point, voire les documents joints et le projet de texte de loi que nous proposons.

Bien évidemment, il est tout à fait fondamental que le pouvoir ait été battu sur cette question au CNESER.

- c) - Institutionnalisation des UER à dérogations.

C'est la porte ouverte à la privatisation, au recrutement d'enseignants sans statuts.

Nous avons été battus sur ce point au CNESER.

- d) - Réduction des stages d'orientation avec transformation du 2ème stage auquel l'étudiant avait droit en stage de vacances. L'inclusion de ce texte sous-entend deux choses :

° Les stages d'orientation obligatoires sur le papier risquent bien de voir le jour,

- ils ont un caractère obligatoire et leur aspect sélectif est renforcé,
- ils comprennent une clause qui autorise des conventions avec n'importe quelle sorte d'établissement y compris ceux ne faisant pas partie de la même université ( par exemple un UER à dérogation ).

Nous avons été , bien entendu, contre de tels projets, et par ailleurs battus au vote.

Au sujet des non bacheliers :

- Il est proposé de ne les autoriser à se présenter à l'examen d'entrée qu'après 3 ans de vie professionnelle.
- Bien entendu, nous sommes contre. Pour nous, le seul critère ne peut être que la capacité universitaire de l'examen, tout autre élément étant purement et simplement un mode de ségrégation sociale.
- Nous avons pourtant obtenu dans la discussion, que soit pris de toute façon en considération dans le décret éventuel d'application :
  - le cas des chômeurs,
  - le cas des femmes mariées,
  - le décompte du service militaire.
- quelques difficultés intersyndicales nous ont amenés à nous abstenir sur cette question.

f) - La collation des grades :

- il s'agit du point capital, l'abrogation de l'Article clef de la loi de 1881 sur la collation des grades, la suppression de la laïcité de l'enseignement, la fin du caractère public de l'Education National.
- Sur ce point, le projet du pouvoir a été largement battu au CNESER.

g) - Création de Conseils inter-régionaux -

◦ Nous ne sommes pas contre, sous la réserve de leur contenu démocratique.

- Adopté par le CNESER.

h) - Prorogation des mesures transitoires de l'Article 44 :

◦ Le Ministre pouvait trancher par décret toute question dans le cadre de la loi.

◦ Cette disposition de la loi d'orientation prenait fin avec la constitution du CNESER.

◦ Le Ministre demande la prorogation de telles mesures jusqu'en 1974. Malgré un combat héroïque de l'UNEF, cette mesure a été adoptée par le CNESER.

i) - Enfin, la loi entend donner, en matière de formation des maîtres, des pouvoirs spéciaux aux recteurs qui sont délégués directs du pouvoir, et ceci, après l'échec que vient de subir Guichard sur les ITEP.

Sur cette mesure, tout à fait importante, le Pouvoir a été battu.

D'autre part, la rentrée est marquée par la pénurie budgétaire, je ne reviens pas là dessus, les camarades interviendront sur ce point.

Les étudiants risquent aussi de se trouver face à une rentrée catastrophique.

On a déjà pu voir ce qu'il en était dans le primaire et le secondaire.

Mis à part le gouvernement, tout le monde a dit que l'école et l'Université étaient malades. Dès le mois de Juin, plusieurs Universités comme Paris III ou Vincennes ont attiré l'attention du Ministre sur leur situation budgétaire.

Encore une fois, les crédits de fonctionnement font défaut, fermerait-on des Facultés au mois de Janvier faute de crédits ? Verra-t-on encore les Unités de Valeurs afficher "complet" à la mi-October faute de postes d'enseignants ?

Tout porte à le croire, si une rallonge budgétaire n'est pas accordée. Une fois de plus, on verra étudiants et enseignants lutter pour que l'Université fonctionne.

C'est pourquoi, l'UNEF s'est adressée à Guichard pour lui demander une entrevue. Nous voudrions en effet connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement pour que la rentrée se déroule dans des conditions normales, pour que les enseignements soient assurés.

Car les réponses apportées par le Gouvernement restent marquées par le malthusianisme. Il en est ainsi notamment de la Médecine où le Numérus Clausus est institué alors que le pays est sous-équipé en matière de santé. Cette mesure est non seulement inacceptable pour des milliers d'étudiants en médecine qui seront écartés de la formation qu'ils ont choisie, mais elle nuit à la grande majorité de la population dont l'un des soucis est le développement des équipements hospitaliers et de la Médecine préventive. Or, le prétexte invoqué à la réforme des études médicales est l'insuffisance des hôpitaux.

Par ailleurs, chacun sait que si le Ministre a dû retirer son projet de réforme de la formation des maîtres et de suppression des IPES, le problème n'en reste pas moins soulevé et le CNESER doit être saisi d'un nouveau projet.

L'UNEF appelle donc les étudiants à agir et attire l'attention sur le fait, qu'alors que les enseignants manquent dans le secondaire, comme le montre la grève du second degré, des milliers de licenciés sont sans travail et les concours restent on ne peut plus sélectifs. Certes, nous ne demandons pas le développement de l'auxiliarat qui n'est ni une solution aux problèmes matériels des étudiants, ni un remède efficace au manque d'enseignants. Ce que nous demandons, c'est une réforme réelle de la formation permettant la promotion massive d'enseignants qualifiés.

Mais un problème demeure : l'emploi des Maîtres auxiliaires dont le poste n'est pas reconduit, et des titulaires de licence et de maîtrise à qui on refuse un poste.

Toutes ces questions nous amèneront cette année à intervenir plus fortement que jamais sur les problèmes de l'avenir des étudiants.

En résumé, l'intervention de l'UNEF portera :

- 1°- Sur les oeuvres universitaires -
- 2°- Allocation d'étude -
- 3°- MNEF et Sécurité Sociale -
- 4°- Moyens pour l'Université -
- 5°- Formation des médecins -
- 6°- Formation des Maîtres -

-:-:-:-:-

Nous venons de dégager, ce qui, à notre avis, motive la lutte. De la même manière, nous avons dégagé des axes qui doivent, à notre sens, constituer l'échaffaudage de notre action sur lequel, au niveau national, comme sur le plan local, nous construirons nos luttes à venir.

Maintenant, la question qui se pose est d'en définir les formes et les échéances.

Il ne s'agit pas de dresser des plans sur la comète ou de parler pour ne rien dire.

A quoi tient cette démarche dans la discussion du C.N. ?

Cela tient à ce que nous affirmions au début de ce rapport, cela tient à ce qu'est l'UNEF aujourd'hui et à ce qu'elle doit devenir plus encore :

- ° L'organisation nationale de lutte des étudiants qui joignent leurs efforts permanents pour faire reculer le Pouvoir.

C'est dire qu'il nous faut être cohérents. Dire que telle question est la revendication principale de nos luttes du moment, nous mettre d'accord en C.N., c'est aussi nous donner les moyens de l'action. Sinon, c'est parler pour ne rien dire ou ne rien entendre à la lutte de tous les étudiants.

C'est pourquoi, pour la première fois, nous avons aujourd'hui des moyens d'organisation nouveaux, et que nos deux journées de CN doivent nous aider à définir comment nous mettrons en application les décisions prises, et c'est cette question des décisions de travail que j'aborde maintenant.

---- Nous sommes à la fin du mois de Septembre. Période des inscriptions et des examens. Quelle est la situation ?

- Manque d'enseignants, de crédits, problèmes d'inscriptions, de transferts.
- Dans chaque Université, 35% des étudiants au moins sont des nouveaux étudiants.

A quoi tiennent les difficultés des étudiants pour s'inscrire, les problèmes généraux ? Sinon principalement aux mauvaises conditions de vie et d'étude, aux difficultés de l'Université.

C'est dire que tout autant qu'à l'habitude, la période de la rentrée peut être une période de lutte et de prise de conscience.

Nous sommes au service des étudiants, nous avons des centaines d'élus dans les Conseils, notre première tâche, en cette rentrée, est d'aider les étudiants à s'inscrire, à les renseigner, à les aider à résoudre leurs difficultés.

Je voudrais rappeler ici, que si nos camarades ne se persuadent pas qu'aider chaque étudiant à résoudre ses difficultés, c'est une question importante, nous ne répondrons pas à ce qui constitue notre tâche quotidienne: nous battre, faire se battre les étudiants pied à pied, quotidiennement, contre les mesures de la politique du Pouvoir.

Ce serait aussi faire la preuve que la lutte revendicative ne nous intéresse pas!

Or, nous avons les moyens d'aider des milliers d'étudiants, de gagner sur des centaines de points précis, de discuter et de convaincre des milliers d'étudiants.

## I - INSTALLER DES PERMANENCES -

Notre première tâche dans toutes les villes, c'est dès demain d'installer des tables et des permanences d'accueil dans toutes les Facultés, aux lieux d'inscription.

Il ne s'agit pas là de découvrir l'Amérique !

Il s'agit d'installer une table, un panneau UNEF, une affiche :

" Permanence d'informations ", " les élus de l'UNEF pour vous aider à résoudre vos problèmes d'inscription, de bourses, etc...", d'avoir un militant syndical et un élu en permanence derrière la table, notre matériel, " Etudiants de France ", et les cartes d'adhésion, de discuter avec le maximum d'étudiants.

Certes, cela exige sans doute d'être nous-mêmes informés, d'avoir autre chose à dire qu'un slogan contre Guichard.

Mais quel CA n'est pas capable de renseigner. Et même si nous n'avons pas toutes les informations, c'est là une bonne occasion pour le CA de se renseigner lui-même.

Mais, mettons-nous bien d'accord sur le caractère de nos tables d'accueil. Il ne s'agit pas de permanences de renseignements incolore, inodore et insipide :

--- Il s'agit de tables UNEF, où l'UNEF explique et aide à résoudre. C'est-à-dire aussi où nous donnons les explications sur les causes de la situation et sur les solutions.

Il s'agit de tables où nous démontrons que nos élus ne sont pas des gestionnaires, mais des défenseurs des revendications des étudiants, et où sur le fond nous prouvons que si les étudiants peuvent être renseignés par nous, c'est parce que l'UNEF est le syndicat qui défend leurs intérêts. Nous verrons donc aussi, au nombre d'adhésions réalisées aux tables, si nous avons réellement informé, discuté et aidé les étudiants.

## II - SESSIONS PRE-UNIVERSITAIRES -

Dans le même cadre, la deuxième décision à prendre, est je crois, la tenue de Sessions pré-universitaires de l'UNEF et de ses élus : soit par Faculté ou dans les villes où cela est possible par département.

Mais là encore, la nature de ces sessions n'est pas inodore.

De même que notre présence dans les réunions d'informations organisées par les Conseils.

Et pour ce faire, prenons le meilleur exemple d'une telle activité totalement incomprise; celui du CA-Lottres à Nancy où sur 2.500 étudiants réunis en informations par le Conseil, les camarades pourront intervenir tout à l'heure pour dire le nombre d'adhésions réalisées.

### III - MATERIEL -

Comme troisième mesure, je crois qu'il nous faut faire le point du matériel de rentrée préparé dans chaque ville : guide de l'étudiant, journal d'AGE et matériel de CA.

Si, en ce qui concerne les guides, nous en avons plus que l'an passé, si le nombre de journaux d'AGE a augmenté, <sup>si</sup> nous avons oublié de préparer le matériel par comité.

Or, ce matériel est indispensable, si nous voulons obtenir le plus rapidement une vie de chacun de nos CA, si nous voulons engager la lutte sur chacun des problèmes de cette rentrée. De ce point de vue, le journal du CA-Droit Sciences-Eco de Grenoble est tout à fait intéressant.

Venons en maintenant aux propositions du Bureau National.

#### A - Contre les hausses -

Le premier Octobre, le prix du ticket de Restau-U va augmenter de 10 centimes, malgré la désapprobation du CNO et d'une série de CROUS, comme le montreront les interventions des camarades.

Nous pensons que, dès demain, nous devons dans chaque ville préparer une action publique pour manifester notre mécontentement.

----- banderolles sur les restau-U, tracts, pétitions  
meetings improvisés ou seat-in, grèves du Restau-U ou  
délégations, peuvent être envisagés.

En même temps, nous devons localement exiger la construction de nouveaux Restau-U et exiger l'amélioration de la qualité des repas.

Mais dès maintenant, nous devons réfléchir à l'action si nous ne faisons pas reculer cette hausse.

De même, dans une série de villes, les transports ont augmenté ainsi que les loyers en résidence.

Cela s'ajoute à l'ensemble des hausses, aux conditions de vie plus difficiles que nous avons examinées plus haut.

----- Nous estimons donc que la question des conditions de vie des  
----- étudiants est une question majeure, posée à la masse des étudiants.

Face à la dégradation de celles-ci, le BN propose de mener une bataille nationale :

- + Contre les hausses -
- + Pour l'amélioration des conditions de vie -
- + Pour l'allocation d'études -

En effet, nous devons à la fois agir contre les hausses, mais aussi pour améliorer la situation des étudiants.

L'allocation d'études est à notre avis le seul système, juste, qui solutionne la question des étudiants obligés de travailler pour poursuivre leurs études.

Le BN propose donc de remettre au point le projet d'allocation d'études et de le présenter lors de la discussion du budget de l'Education Nationale, et propose à toutes les villes d'engager la bataille sur les conditions de vie, et ce, à partir de chacune des conditions locales. Dans telle ville à partir des restau-U, plus les transports; telle autre, les loyers ....

B - Assurer les moyens de la rentrée.

Nous estimons aussi que les questions de la rentrée constituent le second thème des préoccupations des étudiants.

Nous savons par Conseil le nombre de postes qui avaient été demandés, les crédits ainsi que les demandes en locaux.

Et l'essentiel des Conseils ne sont pas des foudres de guerre, c'est par notre pression que ces demandes minimales ont été faites ! Voyons les résultats, combien de postes, de crédits, de locaux accordés.

La rentrée se fera partout plus difficilement que l'an passé et le Gouvernement annonce qu'il ne proposera pas de collectif budgétaire. A Consier, l'an passé, par la lutte, nous avons obtenu 125 M sur le collectif budgétaire. Cette année que se passera-t-il si nous n'avons pas de Collectif?

C'est dire que nous devons exiger un collectif budgétaire et des garanties pour la rentrée !!

Vous savez que nous avons demandé à rencontrer Guichard qui nous recevra dans les semaines à venir. Eh bien, nous pensons que nous avons à populariser l'idée que si les étudiants luttent sur ces 2 questions cruciales, l'UNEF qui sera reçue par Guichard posera les 2 revendications et réussira d'obtenir satisfaction.

#### C - Médecine -

Les mesures adoptées dans la loi Guichard, concernant les étudiants en médecine, constituent à notre sens, le troisième motif de lutte pour l'UNEF.

Nous proposons d'engager à partir d'aujourd'hui une campagne d'idées sur les thèmes utilisés par le gouvernement pour justifier ses mesures.

1°) - Y-a-t-il trop de médecins en France -

2°) - Formation du plus grand nombre et qualité de la formation -

Nous proposons l'organisation d'un colloque national avec les syndicats ouvriers, les mutualistes, le personnel hospitalier, des grands médecins et la presse, sur ces thèmes, d'ici la fin Octobre.

Nous proposons aussi, par ville, l'organisation de meetings des étudiants en médecine contre les lois Guichard sur ces 2 thèmes avec les syndicats locaux.

Nous pensons que dès la semaine prochaine, avec la rentrée, nous devons engager l'action contre :

- ° Le Numérus-Clausus et la sélection -
- ° Pour une formation hospitalière pour tous -
- ° Pour le développement de la médecine .

20

Cette action pourrait être un vote national des étudiants, organisé par l'UNEF d'ici 3 semaines, 1 mois dans tous les CHU.

L'action doit s'engager par CHU suivant la combativité des étudiants.

Les camarades devraient là encore intervenir sur les propositions du BN, y compris pour en faire d'autres et permettre à ce qu'en fin de CN nous décidions.

#### D - Prépa -

- La rentrée des prépas s'est faite il y a 8 jours, et nos CA ont pu commencer à travailler.

Le BN propose la tenue d'Etats généraux des classes préparatoires les 6 et 7 Novembre 1971.

Dispersés dans toutes les grandes villes de France, les quelques 30.000 étudiants des classes préparatoires aux Grandes Ecoles forment un milieu spécifique. De par leur lieu de travail, des lycées, ils connaissent le plus souvent les mêmes conditions d'études que les lycéens : classes surchargées, matériel vétuste, manque de libertés.

Débouchant après le baccalauréat dans un milieu riche en traditions ( bureaux d'élèves, bizuthages, taxes diverses ), ils sont dès les premiers jours soumis aux mêmes problèmes que tous les étudiants, souvent de manière plus forte et mieux camouflée.

Si le passage par la Faculté est une période transitive, la qualité de prépa implique 2 ou 3 années de travail acharné, pour beaucoup d'étudiants préparateurs, elle signifie la fin de toute vie privée, culturelle et à fortiori de toute activité syndicale et politique continue, et de plus, l'impossibilité totale du travail salarié.

Le problème de la sélection touche évidemment les classes préparatoires. Là encore, comme le démontre l'analyse de l'UNEF, la sélection n'existe pas seulement au concours, mais durant toutes les études ( prix des livres et fournitures, ambiance culturelle familiale, nécessité d'être dégagé de tout soucis matériel, etc...).

Les problèmes sont de plus de plus ressentis dans les classes préparatoires, et plus que jamais les prépas sont prêts à entrer dans la lutte. Le retentissement de l'affaire Guiot, ou à Paris du projet d'équivalences du CA-UNEF Paris-Prépas ont montré qu'il était possible de mobiliser les classes préparatoires sur leurs problèmes propres, sans tomber dans le corporatisme étroit que leur proposent l'AJS ou l'UNI.

Mais les séquelles de la liquidation de l'UNEF obligent aujourd'hui les syndicalistes à réfléchir avec la masse des Prépas des problèmes qui se posent, les solutions à y apporter, la manière de les obtenir.

A cet effet, un numéro spécial " étudiants de France " largement diffusé sera discuté dans chaque classe préparatoire, et chacune des 750 prépas sera appelée à élire un délégué. Seront invitées toutes les organisations syndicales et les représentants des classes préparatoires des pays étrangers. Des commissions étudieront les différents problèmes des prépas et définiront, avec l'UNEF, les objectifs à atteindre.

Ainsi, en faisant participer tous les prépas à la discussion de fond sur leurs problèmes, en leur faisant envisager des solutions, l'UNEF leur fera toucher du doigt les réalités de la lutte et la nécessité du syndicat.

En confiant, lors du dernier C.N., au Bureau National, la tâche d'organiser les Etats Généraux, ce Collectif tenait à faire de cette manifestation, un exemple.

Le potentiel combatif des prépas avec l'ensemble de l'orga, devrait déboucher sur une syndicalisation massive en prépa, sur la reconstitution d'un Office technique puissant dans une couche étudiante jouissant d'une grande autorité.

L'effort de l'organisation doit être à la mesure de cet objectif et des réalités de la lutte : répartis dans plus de 30 lycées de la région parisienne et dans plus de 40 villes de province, tous les prépas doivent être au courant de cette initiative.

Il incombe aux A.G.E. :

De contacter au plus tôt tous les adhérents et sympathisants de l'UNEF fréquentant les classes préparatoires ( beaucoup de CA de Facs comptent parmi leurs adhérents des camarades dont le milieu d'études est la prépa. Ceci est inadmissible ). De constituer dans la mesure du possible des CA Prépas, avec une direction provisoire pour assurer la rentrée. De prévoir, avec les CA-prépas existants ou ainsi créés, la diffusion à la rentrée du numéro spécial " Etudiants de France ". De secourir officiellement le CA-prépa dans toutes les tâches qui lui incomberont ( vente du bon de soutien, collages, organisation de discussions, sortie d'un matériel spécial pour tel ou tel lycée, etc... ). De se mettre en rapport avec le Bureau National pour prévoir le transport des délégués aux Etats Généraux.

22

E - IUT-TS

En IUT et TS, les étudiants viennent d'obtenir un succès dans leur lutte, un texte gouvernemental accepte la reconnaissance du DUT dans les conventions collectives.

Il est important de se développer rapidement dans ce secteur et d'organiser fin Novembre le Congrès de la FNET.

F - Le contrôle des connaissances -

Nous avons imposé une défaite au Pouvoir sur le décret du 19 Juin.

La décision prise, c'est que le mode de contrôle serait décidé par les Conseils d'Université.

Cela doit se décider dans les jours qui viennent et nous devons partout nous battre pour maintenir les possibilités de choix entre examen terminal et contrôle continu.

G - Avec la C.G.T. -

Le BN est en discussion avec la C.G.T. et l'UNCAL pour organiser au cours de ce trimestre une série de meetings, débats, sur des thèmes de préoccupation commune à des milieux, à des régions ou à des moments.

Cela aiderait beaucoup à notre avis sur 2 plans :

- développer la connaissance et la confiance réciproque des étudiants et des jeunes travailleurs -
- développer l'Unité d'action des différentes couches de la jeunesse :

Nous pensons, par exemple :

- Brest, sur l'emploi -
- Marseille (fac. Sciences) sur l'avenir et l'emploi ( en liaison avec les facs ) -
- Grenoble ( informatique ) -
- Clermont (IUT) sur l'emploi -
- Consier et Renault sur le syndicalisme et luttes syndicales

.....

Ces initiatives seraient, soit des meetings de masse dans la Fac. ou l'entreprise concernée, soit des réunions de militants ou des colloques, des débats,

Au cours des 2 journées, il serait bon que des villes nous fassent des propositions puisque le 7 Octobre nous rencontrons la C.G.T. pour publier la liste de ces débats.

En tout état de cause, pour l'UNEF, nous pensons qu'il y a là une chance à ne pas manquer.

#### H - International -

En ce qui concerne les questions internationales, notre camarade Wasserman reviendra demain sur le bilan de nos relations et la situation. Mais je voudrais d'entrée faire part au CN de la proposition transmise par le Secrétariat de l'UIE nous proposent d'organiser au cours de ce trimestre une initiative internationale permettant la célébration du 25ème Anniversaire de l'UIE en France.

En l'état actuel des réflexions, nous proposons la tenue d'un meeting à Paris :

- ° Contre l'impérialisme -
- ° Pour que vive le 25ème anniversaire de l'UIE -

avec la participation de nombreuses délégations étrangères.

En outre, nous proposons à : Toulouse, Montpellier, Nancy, Lille, Rennes, Grenoble, la tenue de meetings régionaux avec la participation de délégations étrangères.

TOULOUSE : sur les questions de l'Espagne, Portugal, Grèce -

MONTPELLIER : sur le Moyen-Orient -

NANCY : un meeting franco-allemand -

LILLE : sur l'Indochine -

RENNES : sur l'Indochine -

GRENOBLE : sur l'Indochine -

Ces initiatives pourraient se tenir entre le 25 Novembre et le 3 Décembre.

! ---  
! La période serait marquée par une collecte pour l'Indochine -  
! ---

I - La MNEF -

La situation de la MNEF est connue des camarades.

Nous pensons qu'il y a là une situation grave pour les étudiants, leurs services sociaux et la gestion étudiante.

Comme nous le rappelions dans notre Conférence de Presse, nous sommes inquiets car nous connaissons les dirigeants actuels de la MNEF. Ce sont les mêmes que les anciens dirigeants de l'UNEF.

La situation de la MNEF est marquée à la fois par les difficultés que le Pouvoir occasionne aux mutuelles non capitalistes par la stagnation du remboursement des prestations de service et par les paiements arriérés, mais en même temps, le déficit de la MNEF provient d'une mauvaise gestion des liquidateurs.

Cette année, pour résoudre le déficit (ou une partie plutôt), au lieu de mobiliser les étudiants contre le Pouvoir et sa politique de santé, on bons technocrates, chiens de garde du système, ils augmentent les cotisations payées par les étudiants.

De nombreux centres de province ne remboursent plus ou avec un très grand retard.

Les 500 employés de la MNEF sont menacés de ne pas recevoir leur salaire à la fin du mois.

Cela va mal, le pouvoir le sait et favorise la constitution de Mutuelles privées.

En Rhone-Alpes (Lyon, saint-Etienne, Grenoble) depuis 2 ans.  
Cette année dans tout le Midi (la MEP), dans la région parisienne (la SMERF).

Il tente de mettre ses oeufs dans tous les paniers :

Créer des mutuelles privées - Détruire la MNEF par ses exécutants PSU .

La situation ne peut pas durer. L'argent des étudiants ne peut pas être délaissé ainsi.

Nous devons agir avec les étudiants pour une gestion Propre et Honnête, pour une gestion syndicale.

En bref, à notre avis, les étudiants doivent reprendre la Direction de leur Mutuelle et nous avons toute notre place à prendre.

Tout d'abord, je tiens à dire que cette discussion sur la MNEF doit être la moins publique possible. Cette discussion ne doit pas sortir des Bureaux d'AGE pour l'instant.

Nous proposons la tenue d'un stage sur les questions de la MNEF, le week-end de la Toussaint, les 30 et 31 Octobre et les 1er et 2er Novembre, rassemblant les camarades que le BN va désigner sur le plan national et 1 responsable par ville que vous aurez à désigner et qui sera responsable des questions de la MNEF.

Il faut si possible un camarade qui ait encore 1 ou 2 ans d'études devant lui.

Nous proposons de nous présenter à toutes les élections et de redonner une orientation syndicale, de lutte à la MNEF.

Les élections se déroulent entre le 15 Novembre et fin Mars, et ce, chaque année.

---

Voici donc les propositions du BN en ce qui concerne le plan de travail énoncé.

Il apparaît sans doute à tous les camarades ici présents qu'il s'agit là d'un projet ambitieux, mais nécessaire si nous voulons accomplir nos responsabilités.

Il nécessite des mesures efficaces du point de vue de l'organisation du travail.

Un nombreux matériel vous est remis aujourd'hui :

- 3 affiches -
- 2 journaux -

Demain nous recevrons le N° spécial pour tous les étudiants.

Ce matériel coûte de l'argent. Il nous est facturé prix coûtant et nous proposons que cette dette soit réglée d'ici 1 mois au plus tard, compte tenu des rentrées financières.

Sur ces questions financières, je voudrais dire que le BN a décidé de ne plus accepter la politique de gansters de bon nombre de villes/au BN.

Il nous faut au moins en CN être responsable des deniers de l'organisation et décider d'appliquer les règles financières de l'organisation, à savoir, le 1/3 de toutes les recettes au BN. Et recettes, ce n'est pas recettes moins dettes.

D'autre part, nous remettons les cartes pour l'année, je crois en nombre suffisant.

Sur cette question de l'adhésion, sans revenir sur ce que j'ai dit plus haut, je voudrais revenir sur cette bataille.

----- le placement de la carte -----

C'est en cette rentrée le point central et en même temps le baromètre de notre activité.

1° - Nos anciens adhérents -

En effet, environ 25% de notre organisation se renouvelle chaque année, 75% de nos effectifs demeurent et il s'agit de les faire rentrer vite pour mener la bataille de masse.

Placer la carte, c'est la garantie d'avoir vu chacun d'entre eux et d'avoir donné à nos militants les éléments nouveaux de la bataille.

Ce n'est donc pas quelque chose qui peut attendre.

Il nous faut connaître le nombre d'adhérents recontactés.

" A chaque adhérent 71 sa carte 72 ", le plus vite possible.

2° - Les nouveaux étudiants de 1ère année -

C'est une masse de nouveaux étudiants qui seront gravement touchés par les mesures de la politique universitaire. Il s'agit pour eux d'en prendre conscience, de défendre vite leurs intérêts. Pour nous, de les gagner vite à la bataille revendicative.

Malgré la maturation des lycéens, le développement de l'UNCAL, il nous faut mener une grande bataille contre les groupes adverses et en premier lieu les groupes de droite camouflés sous le verbiage de l'apolitisme.

Cette bataille doit se mener très fortement dès les inscriptions. Nous implanter en 1ère année, c'est aussi le gage d'une organisation qui servira dans les mois et années à venir et non pas d'une organisation vieillissante.

### 3° - Les étudiants non syndiqués -

En effet par mieux ; un certain nombre ont soutenu ou participé à nos initiatives l'an passé. Bien souvent, mais nous ne nous sommes jamais adressés à eux pour leur proposer de nous rejoindre, d'adhérer à l'UNEF.

Cette rentrée doit voir en grand la question posée de la syndicalisation à l'UNEF.

De quelle manière pouvons-nous organiser notre bataille de l'adhésion -

En direction des anciens adhérents par :

- a) - La convocation rapide des comités -
- b) - La tournée des camarades pour leur placer la carte -
- c) - Les permanences -

En direction des étudiants par :

- a) - La présence dans les facultés et instituts avec les cartes et le matériel -
- b) - Les permanences des élus -
- c) - Nos locaux -
- d) - Mener une bataille d'adhésions par la bataille d'idées dans nos guides de l'étudiant, journaux et tracts -
- e) - La tenue de sessions pré-universitaires.

Mais placer des cartes, c'est un baromètre de l'activité et cela ne suffit pas : il faut faire redémarrer nos comités le plus rapidement possible.

Dès maintenant, nous devons ranimer la vie de nos comités car il nous faut CA par CA examiner les conditions de la rentrée, répondre aux questions posées par les étudiants, organiser les permanences dans les départements, préparer les sessions pré-universitaires et aussi vite intégrer les nouveaux adhérents à l'activité.

Il nous faut, cette année, améliorer le contenu de nos réunions, veiller à leur intérêt et à ce que chaque réunion débouche sur des décisions concrètes, sur des activités du comité.

----- Créer de nouveaux CA -----

C'est là une tâche importante pour la ville, mais aussi les implantations périphériques.

De nombreux IUT, CREPS, IREPS, PREPA, BEAUX-ARTS, doivent voir constituer leur CA dans cette bataille.

Nous devons nous fixer une échéance qui garantira que cette année nous augmenterons largement le nombre de nos cotisants ; c'est de retrouver le 13 Novembre le chiffre de nos adhérents de Juin.

Et certaines villes comme Bordeaux sont bien parties.

Je rappelle de ce point de vue les échéances :

1er PAIEMENT DES CARTES AUJOURD'HUI

2ème PAIEMENT NATIONAL AU 16 OCTOBRE 1971

3ème PAIEMENT NATIONAL AU 25 OCTOBRE 1971

4ème PAIEMENT NATIONAL AU 6 NOVEMBRE 1971

C'est de cette manière, camarados, que nous serons à même de mener à bien nos objectifs de lutte et d'aider à l'organisation de l'UNEF comme le syndicat de masse, de lutte et démocratique dont les étudiants ont besoin.

Je souhaite bons travaux à notre Collectif National.

VIVE L'U.N.E.F. !

---